

français y mette du sien. Il eût été inconcevable de buter sur la base saharienne de Reggane et les premiers intéressés, les autres pays africains, ne reprocheront pas au G.P.R.A. cette occasion. Quant à Mers-el-Kébir, cette base peut certes servir de centre d'intrigues impérialistes, mais elle ne peut pas plus entraver la progression de la révolution que Hong-Kong ne gêne la République populaire chinoise ou que Guantanamo n'a entravé la Révolution cubaine (2).

Les accords prévoient également des dispositions relatives à la disposition des ressources minérales du Sahara qui, en fait, assurent des droits et des garanties à de grandes sociétés capitalistes avec la participation du gouvernement français. On ne peut faire d'objection de principe aux Algériens : même un Etat ouvrier est parfaitement en droit de passer de tels accords avec des Etats et des organismes capitalistes, pour une période de transition, de façon à servir au mieux les intérêts économiques du nouvel Etat. Il faut aussi rappeler toute la précarité actuelle des positions impérialistes, même dans des Etats qui ne sont nullement des Etats ouvriers. Tous les traités, et même une expédition militaire, n'ont pas conservé au capitalisme la possession du canal de Suez. Des nationalisations ont eu lieu, avec des compensations plus ou moins élevées, dans plusieurs pays. Les accords d'Evian, parce qu'ils sont un compromis signé lors de la présence de l'armée française, sont vraiment le maximum que les capitalistes français peuvent espérer; et ce, avec des lendemains très aléatoires pour eux.

La minorité européenne

Il serait cependant erroné de ne pas voir de dangers pour la Révolution algérienne dans certaines dispositions de ces accords, ou plus exactement dans le fait que ces accords assurent un certain terrain de lutte dans l'Algérie nouvelle à la minorité européenne. Nous ne mettons pas en cause certaines dispositions purement politiques. Mais cette minorité dispose de positions économiques encore très importantes qui lui permettraient éventuellement de disposer d'avantages politiques. Economiquement, les révolutionnaires algériens n'ont aucune raison de prendre sur plusieurs plans, y compris sur le plan de la terre, des mesures extrêmes. La question de la réforme agraire en Algérie, comme dans la plupart des pays, n'offre pas de solution simple et uniforme pour tout le pays. Dans certains cas, sur le plan industriel, des nationalisations s'imposent de toute évidence, dans d'autres non. Il n'est pas utile, au contraire, de supprimer de nombreuses petites entreprises dans divers domaines de l'économie. Le maintien temporaire de couches bourgeoises et petites bourgeoises ne peut être condamné que par d'incorrigibles sectaires. Il n'en restera pas moins que celles-ci vont chercher dans certaines clauses des accords un moyen d'entraver

(2) Nous reviendrons plus loin sur la nécessité pour la classe ouvrière française d'exiger de ses maîtres l'abandon de cette base. Mais cette revendication ne peut être placée au même rang pour les Algériens. Nous avons vu l'an dernier comment le plus bourgeois et le plus occidental des dirigeants de pays sous-développés, Bourguiba, pour faire diversion à son bilan totalement négatif sur le plan social a engagé « la bataille pour Bizerte ». Par contre, à Cuba, Fidel Castro poursuit la consolidation de l'Etat ouvrier, en remettant à une période plus propice la suppression de la base yankee de Guantanamo.

le développement de la révolution, de fortifier les positions de la bourgeoisie, de maintenir même le régime capitaliste en Algérie.

Il faut aussi souligner qu'il n'y a pas que les Européens qui soient intéressés à cette orientation. Dans la population algérienne d'origine, il existe aussi, si faibles puissent-elles être numériquement, des couches bourgeoises et pro-bourgeoises et leur influence peut être beaucoup plus grande que leur nombre. Enfin, des deux côtés de la frontière, au Maroc et en Tunisie, les classes dirigeantes et leurs représentants au pouvoir, Hassan et Bourguiba, ne peuvent pas ne voir avec appréhension la situation nouvelle. La réalisation du Maghreb uni est dans la logique de l'histoire et la victoire de la révolution algérienne fera de celle-ci un puissant pôle d'attraction, qui renforcera les courants de masse contre les couches capitalistes indigènes. Mais il n'est pas exclu, dans les conditions actuelles, que les dirigeants bourgeois et pro-occidentaux du Maroc et de la Tunisie cherchent à établir une combinaison destinée à corseter la révolution algérienne.

Les véritables dangers pour la révolution algérienne, dans l'étape nouvelle, ne sont pas dans telle ou telle disposition en soi des accords d'Evian, mais dans l'usage que pourraient en faire les ennemis du socialisme en Algérie, même ou dans les autres pays du Maghreb.

Et c'est précisément parce que le danger cette fois-ci est avant tout intérieur à l'Algérie, débarrassée du joug impérialiste, que le moyen de le vaincre est dans une mobilisation de tous les jours des paysans et des ouvriers algériens, ainsi que des intellectuels liés à ces masses laborieuses. Cette mobilisation ne peut être assurée que par un programme qui fasse de l'Algérie le pays de ces masses laborieuses, par la réforme agraire, par le développement d'une économie planifiée qui assure une élévation du standard de vie des masses et ceci ne peut être vraiment obtenu que s'il y a, dans la société de transition, un jeu démocratique des courants se plaçant dans le cadre de la société nouvelle. Une mobilisation ainsi assurée des masses, celles-ci étant armées contre les forces réactionnaires, rien ne pourrait arrêter la marche en avant de la révolution algérienne : les forces bourgeoises ne seraient pas de taille à le faire, et d'autre part les dangers de bureaucratization de l'Etat ouvrier seraient considérablement réduits.

Mais pour que les masses algériennes, qui ont déjà tant donné pour la victoire de la révolution sur l'impérialisme français, restent mobilisées, il faut que ce programme, que cette lutte pour la démocratie socialiste, soient animés et dirigés par un parti d'avant-garde. Les circonstances présentes posent devant le F.L.N. la question de se transformer en un parti n'ayant plus comme but premier la conduite de la lutte militaire, mais l'orientation politique de l'Algérie indépendante. La lutte militaire difficile a tendu à estomper les divergences politiques ou, du moins, à ne pas les rendre trop aiguës. Malgré cela, on a vu, pendant cette période que les nécessités de stimuler les masses les plus larges, les plus pauvres, ont contribué à radicaliser le programme et la direction de la révolution. La nouvelle période qui s'ouvre, avec ses problèmes nouveaux et des dangers nouveaux, aura des exigences plus grandes. C'est pourquoi on peut être certain que devant les militants du F.L.N. se posera le problème de former un parti plus structuré politiquement et organisationnellement, avec un programme clair, et une vie intérieure qui, en associant démocratiquement les membres du parti, permettront aussi au parti d'associer autour de lui les larges masses. Depuis longtemps déjà, ces problèmes ont préoccupé les militants algériens, ceux des maquis, ceux de la clandestinité en